ISSN: 1824-7482

Publif@rum 15, 2011

Francophonie et médias

Camille Roger ABOLOU

Médiatisation, médiativation et médiation en francophonies périphériques. L’exemple des pays africains francophones

Nota

Il contenuto di questo sito è regolato dalla legge italiana in materia di proprietà intellettuale ed è di proprietà esclusiva dell'editore.

Le opere presenti su questo sito possono essere consultate e riprodotte su carta o su supporto digitale, a condizione che siano strettamente riservate per l'utilizzo a fini personali, scientifici o didattici a esclusione di qualsiasi funzione commerciale. La riproduzione deve necessariamente menzionare l'editore, il nome della rivista, l'autore e il documento di riferimento.

Qualsiasi altra riproduzione è vietata senza previa autorizzazione dell'editore, tranne nei casi previsti dalla legislazione in vigore in Italia.

Farum.it

Farum è un gruppo di ricerca dell’Università di Genova

Pour citer cet article :

Camille Roger ABOLOU, *Médiatisation, médiativation et médiation en francophonies périphériques. L’exemple des pays africains francophones*, Francophonie et médias, Publifarum, n. 15, pubblicato il 2011, consultato il 05/05/2024, url: http://www.farum.it/publifarum/ezine_pdf.php?id=185

Editore Publifarum (Dipartimento di Lingue e Culture Moderne - Univerità di Genova)

http://www.farum.it/publifarum/

http://www.farum.it

Documento accessibile in rete su:

http://www.farum.it/publifarum/ezine_articles.php?art_id=185

Document généré automatiquement le 05/05/2024.

Médiatisation, médiativation et médiation en francophonies périphériques. L’exemple des pays africains francophones

Camille Roger ABOLOU

Table

Résumé

Introduction

1. Écologie des médias africains : jeux et enjeux de l’information

2. De la médiativation à la médiation linguistique dans les espaces africains

3. Les politiques médiatiques et linguistiques

Conclusion

Bibliographie

Résumé

A la vision médiacentrique qui a fait l'objet de bien des études et recherches va succéder une approche nouvelle orientée vers l'usager, le consommateur de l'information. Cette approche a la particularité dans les pays africains francophones de transcoder les informations par médiativation des espaces publics c'est-à-dire le passage du média au hors média, du code écrit au code oral, du « faux oral » à l’oral et par la médiation des langues mises en œuvre, montrant ainsi la volonté des Africains de s'approprier des informations massivées et de s'en distancier selon les contextualités marquées par la critique sociale.

Abstract
The vision media centrism that has been the subject of much study and research will be succeeded by a new approach oriented towards the user, the consumer information. This approach is singular in francophone African countries to transcode the information by mediativation public spaces that is to say the transition from media to non media, written code to oral code, "false oral" to oral and through the mediation of language used, thus showing the desire of Africans to appropriate mass information and distance themselves as contextuality marked by social criticism.

Introduction

Depuis les années 1990, dans la foulée des processus de démocratisation des pays africains francophones (AKINDES, 1996 ; BANOCK, 2000 ; CHOLE, 1995 ; GAZIBO, 2005 ; etc.), de nouveaux médias sont apparus, en tant que ressources de communication (STOCKINDER, 2004), dans des contextes plurilingues marqués par la domination du français, langue officielle (ABOLOU, 2010 ; KONE, 1998 ; KUASSI, 1995 ; LENOBLE-BART, 1997 ; NKASHAMA, 1991 ;WOLFANG, 2003 ; etc.). Ils

légitiment et valorisent les langues véhiculaires et vernaculaires dites langues partenaires conçues méticuleusement par les institutions de la francophonie (AIF, etc.) selon les représentations occidentales de la diversité culturelle et linguistique. Ce sont des langues qui sont mises en jeu dans le nouveau contexte de la mondialisation-marchandisation-médiatisation qui impose des contraintes technologiques de diffusion et de couverture des informations provenant de la francophonie centrale et provoque l'aménagement linguistique *in vivo* des contextes médiatiques africains. Ainsi, ces langues seront confrontées, selon bien des auteurs (CHAUDENSON, 2000 ; BA, 1996 ; MABOU, 1996 ; TUDESQ, 2009, 2002 ; etc.), à une médiatisation particulière pendante des transformations sociales (LUNDBY, 2008) et des dynamiques linguistiques qui émergent ici et là dans les pays africains francophones.

La réévaluation critique des dispositifs médiatiques et des dispositions de politiques linguistiques qui commandent les transferts de connaissances opérés depuis la francophonie centrale jusqu'à la francophonie périphérique interpelle la prise en compte des relations heuristiques entre les langues, les médias et les informations dans les jeux de construction et déconstruction sociétales, de fonctionnalisation et « formalisation » linguistiques des pays africains francophones prônant le monolinguisme d'Etat.

La médiatisation semble, dès lors, s'interpréter en un double processus de médiativation (LOHISSE, 1998) et de médiation (GUILBERT, 2004) qui inaugure une nouvelle écologie des médias (BADILLO, 2008) marquée par des niches cognitives, localisées et/ou mondialisées, et par une inégalité doublée d'une insécurité linguistiques singulières (CALVET, 1999 ; KLINKENBERG, 2007 ; MACKEY, 2002). L'appropriation des ressources de communication, la normalisation linguistique des produits et services médiatiques, la dynamique des langues partenaires (véhicularisation, vernacularisation, pidginisation, hybridation, alternance codique, etc.) apparaissent comme des dispositifs symboliques dans la quête d'une citoyenneté démocratique (ARKHWRIGHT, 2005 ; VITALIS, 1996) et d'un développement endogène et exogène, local et global. Ces dispositifs semblent recommander des politiques à la fois médiatiques et linguistiques « d'ouverture » (identités linguistiques des médias), de « couverture » (régularisation linguistique, normalisation linguistique, etc.) et de « convivialité » linguistique (utilisation harmonieuse du français et des langues africaines dans les médias) dans des configurations médiatiques dominantes ou nouvelles (la radio, la télévision et la presse écrite, pour ne citer que ces trois) qui se distribuent de la plus libre (tolérance linguistique des langues africaines) à la plus contraignante (obligation linguistique à la langue officielle, le français).

Dans un premier temps, j'examinerai le processus de médiatisation des pays africains francophones, l'écologie des médias aidant. Dans un deuxième temps, j'analyserai les processus de médiativation des espaces de discussion et de médiation linguistique. Dans un troisième temps, j'esquisserai quelques politiques médiatiques et linguistiques en vigueur en francophonies périphériques.

1. Écologie des médias africains : jeux et enjeux de l'information

Les médias africains tels la radio, la télévision et la presse écrite sont des artéfacts (BACHIR, 2008 ; RASTIER, 2008) qui s'imposent à l'orée d'une uniformisation grandissante des usages médiatiques (DE LA BROSSE, 2008 ; MATTELARD, 1996) et d'une technicisation accrue des systèmes d'information (ABOLOU, 2006 ; CHENEAU-LOQUAY, 2005 ; LAFARGUES, 2003 ; etc.) de la francophonie centrale. Ils évoluent dans des contextes sociolinguistiques d'organisation des informations. Par conséquent, une écologie des médias africains peut être envisagée dans le sens d'une relation dyadique légitime entre les langues en présence (le français dans ses formes standards, populaires et pidginisées, et les langues africaines), supports des informations, et les médias de masse tels que la radio, la télévision et la presse écrite.

1.1 La radio : un modèle d'information endogène

L'explosion de la radio a bénéficié de deux contextes majeurs : le contexte politico-économique (les indépendances africaines, la libéralisation de l'espace audiovisuel, la transistorisation constante des masses rurales, etc.) et le contexte socioculturel (les politiques linguistiques et médiatiques nationales et internationales, etc.). On distingue, selon les auteurs (BOULCH'S, 2003 ; CAPITANT, 2008, FARDON, 2000 ; NOUTHE, 1982 ; MENARD, 1993 ; PANOS, 1997 ; PRAH, 2004, 1995 ; etc.), plusieurs sortes de radio : les radios internationales (RFI, BBC, etc.) diffusées en FM dans les grandes villes africaines ; les radios publiques ou nationales en ondes courtes ou moyennes bénéficiant du monopole des pouvoirs en place ; les radios indépendantes, plurielles et diversifiées (les radios privées commerciales [Sud Radioau Sénégal, Golf FMau Bénin,Horizon FMau Burkina, Nostalgie en Cote d'Ivoire, etc.]) ; les radios communautaires, associatives, confessionnelles, rurales, de proximité, etc. Elles font l'objet d'une appropriation particulière par des communautés d'auditeurs divers et variés (confessionnelle, locale, rurale, etc.).

La mise en jeu des informations endogènes principalement en langues vernaculaires dans les radios rurales ou de proximité assure la rétroaction voulue entre les citoyens et l'Etat. Elles servent ainsi de lien social entre les pouvoirs publics et/ou privés et les communautés ethnolinguistiques et entre les acteurs sociaux.Les rhétoriques radiophoniques épousent des modes de

persuasion par le symbolique comprenant les mythes, les rites, la pensée, les croyances, etc. (LABURTHE-TOLRA, 2003 : 160).

Nombre d'auteurs (LENOBLE-BART, 1997 ; PRAH, 2004 ; TUDESQ, 2002, 1997 ; etc.) se sont penchés sur une autochtonisation voire une africanisation de la radio. Car, la radio permet de traduire en langues vernaculaires les informations techniques et scientifiques issues de la francophonie centrale et diffusées dans les émissions à thèmes (histoire, économie, faits divers, etc.) et de genre (reportage, discussion sur les techniques culturales, la gestion des fermes, etc.). L'information endogène, restituée en tant que phénomène de territorialisation des savoirs et savoir faire mondialisés (BALIMA, 2003 ; BADARA, 1990 ; MABOU, 1996 ; TOURNEUX, 2007 ; etc.), s'inscrit résolument dans la communication pour le développement, concept promu dans les années 1970, aux Philippines. La communication pour le développement peut se définir comme :

> […] l'ensemble des ressources, des techniques, des stratégies et des actions de communication utilisées dans le but de mener à bien […] un programme de développement […], créer un environnement social favorable au développement […], collecter, traiter et faire circuler toute information […] dans le sens du développement (KONE, 1995 : 23).

Elle met, en général, l'accent sur les besoins sociaux (l'information sur les techniques de production, de gestion, d'organisation, de financement et de conservation des récoltes, l'éducation, la formation, l'alphabétisation, la santé, la nutrition, l'hygiène, etc.) des populations cibles, les médias de proximité (les radios rurales, etc.), les stratégies de changement de comportement (stratégie REPLACE1, stratégie de participation à l'audience, etc.) et l'impact. Elle désigne, d'une autre manière, l'ensemble des procédés de transmission de nouvelles connaissances au monde rural et/ou urbain qui s'articule en cinq étapes : la connaissance de l'innovation (*knowledge*), la persuasion, la décision d'adoption ou de rejet, la mise en œuvre et la confirmation (ROGERS, 1962). Ainsi, l'information endogène, contrairement à la thèse de diffusionnisme des connaissances, repose-elle sur le modèle de la traduction interculturelle des innovations en langues locales pour une adoption voire une adaptation (AKRICH, 1988). La radio, s'identifiant aux audiences locales, demeure un média de conditionnement de comportement dans le sens d'un développement participatif.

1.2 La télévision et la presse : un modèle d'information exogène

La télévision et la presse, subissant les modèles de la francophonie centrale, sont des médias urbains qui disséminent, en général, les informations exogènes de nature nationale, régionale et internationale en langue française.

La télévision se décline, selon les pays africains francophones, en au moins deux chaines : une chaine nationale d'informations générales diffusées dans les capitales et dans les grandes villes de l'intérieur (ou provinces) et une chaine thématique, très souvent limitée dans la capitale (BALIMA, 2004 ; MACKTAR, 2008 ; SYLLA, 1994 ; OKALA, 1999 ; TUDESQ, 1997, 1992 ; ZIBI-MOLUNGO, 1996 ; etc.). Outre certains pays comme le Bénin, la RDC, le Gabon, etc. qui ont développé des télévisions privées, la télévision publique demeure dominante. La télévision privée s'appuie d'ordinaire sur le MMDS avec le Bouquet francophone Canalsat Horizons et sur les antennes dites TV5 (BA 1996).Les programmes télévisuels (le « *Day time* », le «*prime time* », le JT, les RDV exceptionnels, les publireportages, etc.) et les prestations diverses (les feuilletons, les séries, les gags, les *soap*, les *stand culture*, les téléréalités, etc.) diffusent des informations essentiellement en langue française (variant entre le français hexagonal « hypernormé » et les français locaux ou populaires [nouchi, camfranglais, franlof, fransango, etc.]) et en langues véhiculaires dans certains pays (Côte d'Ivoire, Sénégal, RDC, Mali, etc.).

La presse écrite reste un média de l'élite africaine du fait des taux d'analphabétisme relativement élevés selon les pays. Malgré l'éclosion des journaux des années 1990 sur le modèle des formes et des idéologies des démocraties occidentales, les tirages demeurent limités pour des raisons, entre autres, liées à un lectorat évanescent et à une pauvreté grandissante. Les publications quotidiennes (presse quotidienne nationale) ou hebdomadaires (presse magazine) sont en langue française. Cependant, on enregistre, dans certains pays comme le Sénégal, la RDC, etc. des « unes » et certaines rubriques en langues véhiculaires (wolof, lingala, etc.) (MBIME, 1983).

Le modèle de l'information exogène, en tant que modèle de déterritorialisation des savoirs, s'enracine sur des sources d'information provenant des agences d'information telles AFP, TV5, CFI, France 24, etc. (EVENO, 2004). Dans ce modèle, la publicisation des informations consiste à la fois à « dramatiser » les tragédies africaines (faim, guerres, violations des droits de l'homme, corruption, mal gouvernance, etc.) (BALIMA, 2004) et à sensibiliser davantage sur les programmes de développement nationaux et internationaux, la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme, la bonne gouvernance, etc.

Ces deux modèles d'information ont été vérifiés à la lumière des résultats de nombreux travaux empiriques depuis les années 1980. Deux clichés sous-tendent ces deux modèles : le fatalisme linguistique et le fanatisme linguistique. Le fatalisme

linguistique, auquel se rattachent l'État postcolonial et les institutions internationales de la francophonie, se fonde sur l'apprentissage de la modernité qui doit nécessairement passer par les informations exogènes véhiculées en langue française dans les médias audiovisuels (la télévision) et scripturaux (la presse écrite). Le fanatisme linguistique, prôné par les populations rurales, recommande les informations endogènes portées par les langues africaines, lieux d'illusion identitaire.

Mais, il y a plus. Certains auteurs comme Chaudenson (1991), stigmatisant l'échec des systèmes de transmission des informations en Afrique noire francophone, suggèrent de reconsidérer les facteurs de communication tels les canaux (établissements, écoles, universités, etc.), les messages (savoirs, savoir-faire, savoir-être), les émetteurs (agents de développement, de formation, enseignants, chercheurs, etc.) et les récepteurs (individus en formation, élèves, paysans, ouvriers, etc.) dans le but d'une dynamisation des systèmes d'information technique, scientifique, etc.

De même, la primauté de l'analyse « légitimiste » des modèles sus proposés relève de la notion d'appropriation linguistique des médias. Elle semble discriminer deux catégories médiato-linguistiques : l'endogénéité et l'exogénéité. La radio serait un média endogène, la télévision et la presse des médias exogènes. Cette catégorisation induit, d'une part, des phénomènes d'insécurité linguistique, tant du point de vue formel que statutaire, qui sont tragiques chez les Africains. D'autre part, elle incite à la prise en compte d'autres modèles tels le modèle gravitationnel de Calvet (1999). Selon ce modèle, les radios africaines multiples et diverses utilisant en général les langues périphériques, langues vernaculaires, graviteront autour des télévisions moins nombreuses, encensant les langues centrales c'est-à-dire les français standards locaux et certaines langues véhiculaires sélectionnées (ABOLOU, 2010). Ces télévisions graviteront, à leur tour, autour de la presse écrite, usant du français de référence, une sorte de «*Global English* » ou de «*Mc World English* », tiraillé entre la norme centrale et les normes périphériques (ABOLOU, 2008 ; KLINKEMBERG, 2007).

L'écologie des médias africains, dès cet instant, met au jour le malaise diglossique français/langues africaines et à jour les spécificités linguistiques (hybridation linguistique, alternance codique) (QUEFFELEC, 2007) et sémiotiques investies dans les produits et services médiatiques.

2. De la médiativation à la médiation linguistique dans les espaces africains

À la vision médiacentrique de l'information qui a fait l'objet de bien des études et recherches en francophonie centrale va succéder une approche nouvelle orientée vers l'usager, le consommateur de l'information (BERTRAND, 1995 ; COURTES, 1991 ; FONTANILLE, 1989 ; GREIMAS, 1991 ; MICHEL, 1992 ; PARRET, 1996 ; RASTIER, 2008, 1996 ; etc.). Cette approche a la particularité de transcoder les informations selon les postures diamésiques (le passage de l'écrit à l'oral ou du « faux » oral des radios et télévisions à l'oral) et sociolinguistiques (choix conscientisés des langues selon les médias). Elle est rendue possible par la médiativation des espaces c'est-à-dire le passage du média au hors média (BALLE, 2003) et par la médiation des langues partenaires, montrant ainsi la volonté des Africains de s'approprier des informations massivées à souhait et de s'en distancier selon les contextualités marquées par la critique (MICHEL, 1992).

2.1 Les espaces médiativés : nouveaux enjeux des médias africains

L'espace médiativé peut être défini comme un espace dans lequel il y a *«… interposition, entre celui qui émet et celui qui reçoit, d'une machinerie si importante, […] qu'[il] joue un rôle de puissant filtre et décolore en quelque sorte le message dans le sens de l'impersonnalisation.*» (LOHISSE, 1998 : 142).
En Afrique noire francophone, la presse, la télévision et la radio suscitent des espaces médiativés qui sont des hors médias. Ces espaces déploient des interactivités entre les spectateurs et les téléspectateurs-auditeurs-lecteurs, érigent ces derniers en experts indirects qui « reformatent » les informations médiatées et engagent des échanges, des discussions, des entrevues, etc., de manière spontanée, avec des spectateurs de circonstance (individus analphabètes, ne possédant de postes téléviseurs ou de radio, ne pouvant s'acheter un journal). Kiyindou (2008 :74) souscrit en ces termes :

> … il faut accorder une place importante au récepteur, celui qui, en fonction de son expérience, reconstruit l'information et décide de l'usage qu'il peut en faire. Comme l'affirment les tenants de la théorie des usages, tout individu pensant refaçonne les informations qu'il reçoit, les confronte à un certain nombre d'éléments puisés dans le vécu personnel. Le récepteur n'est donc pas comme on l'a souvent considéré un consommateur passif et docile de l'information, mais en fait un inventeur méconnu, un producteur capable de ruses.

Ces espaces se cristallisent, dans certains pays comme la Côte d'Ivoire, en des espaces (ou fora de discussion) de l'intersubjectivité appelés Agora, Sorbonne, Parlement, Sénat, Grin2.

ESPACE MEDIATIVE

Audience

Lectorat

Experts

Spectateurs

Radio

Télévision

Presse

Les sources d'information que sont la presse, la radio et la télévision instaurent une communication unilatérale (one to few, one to many), catalysent les espaces médiativés en mettant en branle une communication bilatérale (one to one) entre les experts indirects, relayeurs d'informations lues, vues et écoutées, et les spectateurs. Les échanges suscités, selon Medelou (2009), peuvent être considérés comme des actes de communication transmédiatique dont les mécanismes se rapportent à l'acquisition de l'information qui n'est qu'une pâle copie « de l'information sur l'information ». L'usage des sources indirectes de l'information est explicité par Bourdieu (1996 : 26) de la manière suivante : « *Si on se demande, question qui peut paraître un peu naïve, comment sont informés ces gens qui sont chargés de nous informer, il apparaît que, en gros, ils sont informés par d'autres experts* ». Les interactions experts indirects/spectateurs, s'inscrivant dans la médiacritique, produisent des discours descriptifs, explicatifs et prescriptifs qui remodèlent les univers de croyance, déterminent de nouvelles lectures et constituent des formes de publicisation d'un simulacre ou d'une manipulation (BERTRAND, 1995 ; COURTES, 1991). Greimas (1991 : 63) souscrit en ces termes : « *toute communication est communication (et interaction) entre des simulacres modaux et passionnels : chacun adresse son simulacre au simulacre d'autrui, simulacres que tous les interactants, ainsi que les cultures auxquelles ils appartiennent ont contribué à construire* ». On distingue, à cet effet, trois types d'espaces médiativés : l'espace public, la palabre et l'espace privé.

L'espace public est un espace urbain informel de discussion localisé dans les rues et quartiers autour des kiosques ou des étals à journaux où les lecteurs, les « titrologues3» et/ou les spectateurs se rassemblent pour discuter, commenter l'actualité en français populaires africains et dans certaines langues véhiculaires (wolof, bambara, sango, etc.). La rhétorique prescriptive (argumentation) empruntée produit des scénarios déclencheurs ou *«… des mots qui ne décrivent pas les émotions, [qui] sont comme des sortes de bons candidats à leur déclenchement* » (EGGS, 2000 : 25).
La palabre, en tant que lieu où se construit l'ordre social par apprentissage et par présentation des savoirs et savoir faire, est un espace public local ou rural (sous l'arbre à palabre, dans la cour du chef, etc.) où les informations radiophoniques en langues vernaculaires sont captées et traitées selon les canons traditionnels de l'explication (BIDIMA, 1997). Les auditeurs-experts (chefs de village, de famille, de génération, etc.) auront pour rôle de garantir l'interaction langagière empreinte de discours explicatifs. La palabre se présente ainsi comme un stimulus qui déchaine des réponses sociales, un ensemble d'objets et d'événements partagés par les acteurs sociaux.

L'espace privé est un espace familial (habitats avec cour commune, voisinage, etc.) ou d'initiative (restaurants populaires, kiosques, bars, etc.) [HALL, 1978] qui rassemble les spectateurs et les téléspectateurs-experts. Les informations télévisées deviennent des thématiques « aguichantes » qui enclenchent des échanges en langues véhiculaires. Les discours descriptifs marqués essentiellement par les faits divers (MARC, 2001) sont pris en charge par les passions. Ils sont, selon Maingueneau (2002 : 212), un « *…ensemble de déterminations physiques et psychiques attachées par les représentations collectives…* ».

2.2 La médiation linguistique

La médiation4 linguistique apparaît dans les espaces médiativés pour gérer l'intercompréhension, délégitimer le

monolinguisme d'État, légitimer le multilinguisme et le multiculturalisme. Dès cet instant, les experts deviennent *de facto* des médiateurs linguistiques. Car, ils recodifient les informations médiatées dans les langues en présence. Ils assurent la prise en charge de l'information en français populaires africains et dans les langues véhiculaires et vernaculaires dans les situations diamésiques et diglossiques. Cette médiation fonctionne sur la base des dispositifs de l'alternance codique dans les pays ayant un véhiculaire national comme le wolof, le bambara, le kirwanda, etc. et de l'hybridité linguistique dans les pays ne disposant pas de véhiculaire national (les français populaires africains deviennent la langue interethnique (QUEFFELEC, 2007)). La médiation linguistique, dans ces cas, assure deux fonctions essentielles : la fonction identitaire et la fonction de légitimation.

Au niveau de la fonction identitaire, les formes et les modes de représentation de l'information évoluent avec les pratiques linguistiques engagées dans les espaces médiativés. Il y a, dès lors, une très forte corrélation entre les langues vernaculaires et véhiculaires mises en œuvre et les usages médiatiques. La médiativité, propre aux langues partenaires, s'inscrit dans des pratiques médiatiques qui sont en continuité avec les formes linguistiques et culturelles des sociétés africaines. Les structures propres à la sociabilité africaine articulent étroitement les liens sociaux dans les espaces médiativés régulés et structurés qui se signalent dans une temporalité ou événementialité propres aux Africains. Car, il y a une mémoire partagée, mémoire construite au travers des médias modernes qui semblent, de ce fait, organiser un espace public africain (DACHEUX, 2008 ; DAHOU, 2005 ; HABERMAS, 1997 ; WOLTON, 1997 ; etc.). Les langues partenaires seraient, dans ces conditions, des langues identitaires qui participent de la construction d'une identité francophone à l'orée de la francophonie centrale.

Au niveau de la fonction de légitimation, les langues partenaires mettent en exergue, dans les espaces médiativés, une distanciation des médias au travers des informations provenant de la francophonie centrale (BOURDON, 2002 ; MICHEL, 1992 ; etc.). Cet état de fait prend, aujourd'hui, la forme, beaucoup plus engagée, de « revendication » linguistique et politiques sur le statut et la fonction des médias (D'ALMEIDA, 1997 ; ARROUS, 2001). Il y a une sorte de méfiance par rapport aux logiques de pouvoir, sans doute, une caractéristique majeure de la légitimation linguistique qui se traduit par l'introduction des langues partenaires dans les médias, l'apparition de nouvelles logiques d'apprentissage de la citoyenneté en langues partenaires, le développement des réseaux d'information et de communication, les nouvelles législations linguistiques, etc.

Les espaces médiativés apparaissent, en somme, pour suppléer la radio, la télévision et la presse par la médiation des langues partenaires. Car, les Africains en général n'ont pas accès directement aux informations du fait de la quasi absence de l'électrification rurale, du manque d'infrastructures de télécommunication, du taux élevé de l'analphabétisme, du cout coût élevé des produits de communication (poste téléviseurs, transistors, journaux), de la pauvreté généralisée, etc. La prise en charge des informations « indirectes » dans les espaces médiativés par les consommateurs déchaine d'ordinaire des tensions sociales qui se sont progressivement transformées en conflits sociopolitiques ou interethniques en Afrique. Ces espaces sont des fabrications sociales et politiques qui trouvent leurs fondements dans les pratiques et représentations linguistiques des médias. Dans la réalité, ils se déclinent sous forme de sentiments individuels ou communautaires d'exclusion partagés. Ils inspirent, dès lors, à la mise en place des politiques linguistiques et médiatiques.

3. Les politiques médiatiques et linguistiques

Les politiques linguistiques et médiatiques n'ont jamais été spectaculaires. Les instruments politiques véritables demeurent rarissimes. Lorsqu'ils sont utilisés, c'est pour atteindre essentiellement les objectifs de centralisation du pouvoir étatique, de développement de la consommation urbaine, de régionalisation linguistique, de nationalisations linguistiques, de reproduction de l'élite africaine, etc. La médiatisation des pays africains francophones induisent, de nos jours, des décisions nationales, supranationales et internationales sur l'introduction des langues partenaires dans les médias africains. Deux politiques s'en dégagent : les politiques linguistiques et les politiques médiatiques.

3.1 Les politiques médiatiques

Les politiques médiatiques selon nombre d'auteurs (CHENEAU-LOQUAY, 2001 ; DE MAESENEER, 1992 ; STOCKINDER, 2008 ; etc.) concernent la réglementation, la régularisation et la normalisation des produits et services médiatiques. Deux politiques d'aménagement s'imposent : la politique dite « ouverte » et la politique dite « couverte ».

Au niveau de la politique ouverte (dans le sens du consommateur de l'information), on distinguera trois niveaux d'intervention linguistique : le corporate style, le style book et la nétiquette. Le corporate style, en tant qu'identité linguistique des médias (langues/langages des journaux, des radios et des télévisions), repose en général, sur les langages écrit ou oral (l'écrit des journaux et le « faux » oral des radios et télévisions). En Afrique, l'oralité est une ressource langagière importante pour les consommateurs de l'information. L'aménagement diamésique des médias s'appuiera sur les langues véhiculaires et vernaculaires qui sont des langues à tradition orale dans la diffusion des informations. Il s'agit d'opérer une distanciation par rapport à l'écrit technique des médias, pour prendre en compte un corporate style propre à la tradition orale des Africains. Le style book consistera à réglementer *in vitro* les usages linguistiques selon les différents niveaux tels phonétique (prononciation),

morphologique (la liaison), lexical (choix des mots spécifiques aux réalités africaines), syntaxiques et sémantaxiques (rhétoriques africaines) et selon les normes linguistiques (allant du français aux langues partenaires) pour dissiper les malaises diglossiques africains. La nétiquette, quant à elle, édictera les règles de diffusion des informations selon les modes de dissémination : *one to* one, *one to many* (information exogène) et *one to few* (informations endogènes).

Au niveau de la politique couverte (dans le sens de la couverture de l'information nécessitant des investissement en technologies de l'information, en télécommunications et en électrification), on mettra l'accent sur : la régularisation de l'emploi des langues vernaculaires et véhiculaires (y compris les français locaux et populaires), la normalisation des produits et services selon les standards francophones, l'introduction de nouvelles médiations linguistiques (traduction, adaptation, sous-titrage, communication interculturelle, etc.) (GUILBERT, 2004 ; MARC, 2001).

La mise en œuvre de ces deux politiques recommande des politiques linguistiques hardies.

3.2 Les politiques linguistiques

Les politiques linguistiques des médias en général donnent des indications sur l'aménagement linguistique des médias (LOUBIER, 2008 ; MARTEL, 1999 ; etc.). Selon nombre d'auteurs (ABOLOU, 2008 ; DIKI-KIDIRI, 2004 ; CHAUDENSON, 2000 ; etc.), les langues vernaculaires doivent être introduites en priorité à la radio, les langues véhiculaires à la télévision et le français dans la presse écrite.

Chaudenson (2000 : 199), partant de l'échec des programme d'alphabétisation au Mali, propose un aménagement médiato-linguistique en ces termes :

> […] une télévision généraliste en français (qui offrirait, en particulier, par des émissions de divertissement, un dispositif d'apprentissage et de diffusion du français complétant l'action de l'école…) ; elle pourrait tout à fait être régionale ou même panafricaine … ; une télévision en bambara […] ; des radios, nationales et/ou régionales […] qui pourraient utiliser toutes les langues du Mali autres que le français et le Bambara.

Cette politique prend ancrage dans le modèle « formel » qui est un modèle heuristique et formalisé à l'aide de valeurs quantifiées et de représentations graphiques. Il consiste à analyser *in fine* les situations linguistiques francophones[5] selon des concepts « revisités » de status/statut (désormais statut) et de corpus. Selon Chaudenson (2004), le statut est de l'ordre de la fonction sociolinguistique (l'officialité, les usages institutionnalisés, l'éducation, les mass médias, etc.) et le corpus de l'ordre de forme sociolinguistique (l'appropriation linguistique, la vernacularisation versus véhicularisation, la production/consommation langagières et la compétence). Il s'agit d'appréhender les situations francophones dans lesquelles chaque langue ou chaque pays est représenté(e) par totalisation des valeurs quantifiées du statut et du corpus. La représentation graphique permet de déterminer la « francophonité » des pays africains allant des pays « franco-aphones » aux pays « francophonoïdes ». Le français, dans cette représentation, constitue un point de focalisation.Eu égard à l'indigence économique et financière de bien des États africains francophones, les agences de développement francophones ont conçu des stratégies d'intervention linguistique dans les médias africains en vue de rétablir et de rentabiliser le corpus c'est-à-dire la compétence, l'apprentissage, l'acquisition de la langue française. Il s'agit de faire en sorte que les Africains aient un Seuil Minimal Individuel de Compétence en français (SMIC francophone).

Pour Diki-Kidiri (2004), le multilinguisme convivial d'État semble être le meilleur modèle de gestion institutionnelle des médias. Il part de l'hypothèse selon laquelle tous les pays africains possèdent au moins deux types de langue : des langues de base ou de masse (langues locales) et une ou deux langues de crête (langues importées). Chaque Africain, en réalité, fait face à ces deux types de langues dans les médias, une langue véhiculaire/vernaculaire et le français. L'utilisation conviviale de ces langues consisterait à consacrer le français comme langue d'ouverture et de relations internationales servant de support aux informations exogènes diffusées à la télévision et dans la presse et la langue africaine comme langue d'intégration et d'identité nationales propre à la radio, support des informations endogènes. Ces deux langues doivent être utilisées dans les situations médiatiques publique ou privée, locale ou globale pour éviter l'exclusion arbitraire des Africains et la confiscation de leur liberté d'expression.

Conclusion

Les médias en Afrique ont instauré de nouvelles pratiques de lecture, d'écoute et de « visualisation ». Résultants des transferts de technologie et de connaissances issus de la francophonie centrale, ils ont configuré les usages médiatiques, redimensionné

les informations et construit, à l'orée de la radio, la télévision et la presse écrite, médias classiques, des hors médias, bouillant d'interactivité, légitimant les langues partenaires, points de mire d'une nouvelle économie de la connaissance en Afrique noire francophone.

Certes, le couple information/connaissance est fondé sur les ornières des technologies « *end of pipe* »qui certifient l'accès aux savoirs mondialisés. Cependant, les informations endogènes et exogènes ne s'investissent pas en francophonies périphériques que dans les technologies de l'information et de la communication (MATTELART, 2003 ; WARNIER, 2001). Elles se nichent dans des dispositifs médiatiques de masse, donnent lieu à des transformations sociales, érigent des espaces publics particuliers et se déterminent comme source majeure de création de la valeur ajoutée et du développement durable.

Bibliographie

C. R. ABOLOU, « Langues, dynamique des médias audiovisuels et aménagement médiato-linguistique en Afrique francophone », *Glottopol*, n°14, Janvier 2010, p. 257-268.
Langues africaines et développement, Paris, Paari, 2008.
« Le français de référence : un effet linguistique de la mondialisation ou de l'anti mondialisation », *GRESI*, N° 4, 2007, p. 37-54.
« L'Afrique, les langues et la société de la connaissance », *Hermès*, n°45, 2006, p. 165-172.
F. AKINDES, *Les mirages de la démocratisation en Afrique subsaharienne*, Paris, CODESRIA/Karthala, 1996.
M. AKRICH, M. CALLON & B. LATOUR, « À quoi tient le succès des innovations. Premier épisode : l'art et l'intéressement », *Annales des mines*, 1988, p. 4-16.
E. ARKHWRIGHT & M. DELAMARRE M., *Citoyenneté et vie démocratique*, Paris, La Documentation française, 2005.
M. B. ARROUS, *Médias et conflits en Afrique*, Paris, Karthala, 2001.
A. BA, *Télévisions, paraboles et démocraties en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1996.
S. BACHIR, « La sémiotique aux prises des médias », *Semen*, 23, 2008, http://semen.revues.org/document5341.html, consulté le 03 mai 2008.
C. BADARA, *L'information locale dans les médias sénégalais*, thèse de doctorat nouveau régime, Université de Bordeaux III, 1990.
P.-J. BADILLO (sous la dir. de), *Écologie des médias*, Bruxelles, Bruylant, 2008.
F. BALLE, *Médias et sociétés*, Paris, Montchrestien, 2003.
S. BALIMA, Afrique et télévisions francophones, *Hermès,* N°40, 2004, p. 135-138.
S. Balima & S. Frere, *Médias et communications sociales au Burkina Faso : Approches socioéconomiques de la circulation de l'information*, Paris, L'Harmattan, 2003.
M. BANOCK, *Processus de démocratisation en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2000.
Cl.-J. BERTRAND (sous la dir. de), *Médias. Introduction à la presse, la radio et la télévision*, Paris, Ellipses, 1995.
J.-D. BIDIMA, *La palabre, une juridiction de la parole*, Paris, Ed. Michalon, 1997.
P. BOURDIEU, *La distinction*, Paris, Minuit, 1996.
J. BOURDON, J-M. FRODON (sous les dir. de), *L'œil critique. Le journaliste critique de la télévision*, Paris/Bruxelles, INA/ De Boeck, 2002.
S. BOULCH'S, *Radios communautaires en Afrique de l'Ouest*, Bruxelles, Cota asb, 2003.
L.-J. CALVET, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon, 1999.
S. CAPITANT, « La radio en Afrique de l'Ouest, un média « carrefour » sous estimé ? L'exemple du Burkina Faso », *Réseaux*, n° 150, 2008, p. 189-217.
R. CHAUDENSON, *Grille d'analyse des situations linguistiques*, http://www.odf.auf.org/documents/pdf/grille_lafdef.pdf, consulté le 07/09/2004.
Planification linguistique, droit à la langue et développement, *Estudios de Sociolinguistica* 1 (1), 2000, p. 191-201.
« Plurilinguisme et développement en Afrique subsaharienne : les problèmes de communication », *Cahiers des sciences humaines*, vol 27, n° 3-4, 1991, pp. 305-313.
A CHENEAU-LOQUAY, « TIC et développement africain informel. Adéquation de la démarche de l'ONU ? » in M. Mathieu (sous le dir. de), *La « société de l'information » entre mytheset réalités*, Bruxelles, Bruylant, 2005, p. 231–258.
E. CHOLE, *Processus de démocratisation en Afrique : problèmes et perspectives*, Paris, CODESRIA/Karthala, 1995.
D. CONFLAND, *Économie de l'information spécialisée, valeur, usages professionnels, marchés*, Paris, ADBS, 1997.
J. COURTES, *Analyse sémiotique du discours. De l'énoncé à l'énonciation*, Paris, Hachette supérieur, 1991.
F. D'ALMEIDA, *La question médiatique. Les enjeux historiques et sociaux de la critique des médias*, Paris, Seli Arslam, 1997.
E. DACHEUX (sous la dir. de), *L'espace public*, Paris, CNRS Editions, 2008.
T. DAHOU, « L'espace public face aux apories des études africaines », *Cahiers d'études africaines,* 178, 2005, p. 327-349.
R. De la Brosse, *Uniformisation médiatique des sociétés d'Afrique subsaharienne*, *CERI*, 2000, http://www.helios.univ-reims.fr/Labos/CERI, consulté le 17 avril 2008.
P. DE MAESENEER, *A vous l'Antenne, précis de journalisme radio*, Paris, Nouveaux horizons, 1992.
M. DIKI-KIDIRI, Multilinguisme et politiques linguistiques en Afrique, *Actes de colloque international, Développement durable :*

leçons et perspectives, Ouagadougou, AIF, 2004, p. 27-35.
E. EGGS, « Logos, ethos, pathos : l'actualité de la rhétorique des passions chez Aristote », in C. Plantin et al. (sous la dir. de), *Les émotions dans les interactions*, Lyon, PUL, 2000, p. 15-32.
B. EVENO, « L'AFP: France, francophonie, mondialisation »,*Hermès*, 40, 2004, p. 102-105.
R. FARDON & G. FURNISS, *African Broadcast Cultures: radio in transition,* Oxford, James Currey, 2000.
J. FONTANILLE, *Les Espaces subjectifs. Introduction à la sémiotique de l'observateur (discours-peinture-cinéma)*, Paris, Hachette, 1989.
Processus de démocratisation en Afrique. Le cas camerounais, Paris, L'Harmattan, 1993.
M. GAZIBO, *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique*, Montréal, PUM, 2005.
A. GREIMAS & J. FONTANILLE, *Sémiotique des passions. Des états de choses aux états d'âme*, Paris, Seuil, 1991.
L. GUILBERT, (sous la dir. de), *Médiations et francophonie interculturelle*, Laval, PUL, 2004.
J. HABERMAS, *L'Espace public,* Paris, Payot, 1997.
T. E. HALL, *La dimension cachée*, Paris, Points, 1978.
A. KIYINDOU, « L'accessibilité de l'information en Afrique »,*Revue africaine des médias*, vol 16, n°1, 2008, p.73-90.
J. M. KLINKENBERG, « La norme du français : d'un modèle centré à un modèle polynomique. Constellations francophones », *Publifarum*, 2, 2007, p.12-20, http://www.publifarum.farum.it/ezimz_articles.php ?id=49, consulté le 20 décembre 2009.
H. KONE, « Démocratisation par les médias, démocratie par les médias : une impérieuse nécessité »,*Africa Media Review*, N°2, 1998, p. 101-114.
H. KONE & J. H. SY, *La communication pour le développement durable en Afrique*, Abidjan, PUCI, 1995.
J.-B. KUASSI MANKOTAN, Information et démocratie en Afrique : le pluralisme en question, *Afrique 2000*, 1995, pp. 51-62.
PH. LABURTHE-TOLRA et al., *Ethnologie-Anthropologie*, Paris, PUF, 2003.
Y. LAFARGUES, *Halte aux absurdités technologiques*, Paris, Editions d'Organisation, 2003.
A. LENOBLE- BART, *Les médias africains*, *Histoire et médias*, Bordeaux, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1997.
J. Lohisse, *Les systèmes de communication. Approche socio-anthropologique*, Paris, A. Colin, 1998.
Ch. LOUBIER, « L'aménagement linguistique », www.olf.gouv.qc.ca/RESSOURCES/PUBLICATIONS/publications_amenagement/terminologie.html, consulté le 30 avril 2008.
K. LUNDBY, *Mediatization Concepts, Changes, Consequences*, New York, Peter Lang, 2008.
M. MABOU, « Médias de masse et paradoxe du contrôle de l'information en Afrique »,*Revue juridique et politique,* 1996, p.51-59.
W. MACKEY et al., *L'écologie des langues*, Paris, L'Harmattan, 2002.
S. MACTAR, *Le pluralisme télévisuel en Afrique de l'Ouest. Etat des lieux*, Dakar, IPAO, 2008.
L. MARC, « Le fait divers : un genre strictement francophone »,*Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté*, 2001, p.37-45.
P. MARTEL, *L'aménagement linguistique et le français de référence*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1999.
A. Mattelart, *La mondialisation de la communication*, Pais, PUF, 1996.
D. MAINGUENEAU, *Analyser les textes de communication*, Paris, Nathan, 2002.
E. MBIME, *Les presses rurales en Afrique : contenu, efficacité, fonction*, Thèse de doctorat de 3ème cycle, Université Paris 2, 1983.
V. MEDELOU, « La médiacritique métadiscursive : le pathémique comme stratégie médiatique »,*Semen*, n°26, 2008, http://www.semen.revues.org/documents8400.html, consulté le 29 septembre 2009.
R. MENARD, 1993, *Le pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.
J.-L. MICHEL, *la Distanciation. essai sur la société médiatique*, Paris, L'Harmattan, 1992.
E. MITROPOULOU, « Média, multimédia et interactivité : jeux de rôles et enjeux sémiotiques »,*Nouveaux Actes sémiotiques*, 2007, http://revues.unilim.fr/nas/document.php?id=1531 (consulté le 26/09/2008).
P. NKASHAMA, « Médias et langues africaines », *Mondes en développement*, vol. 19, n°73, 1991, p.35-43.
F. NOUTHE, *La communication radiorale*, Louvain-la-Neuve, Cabay, 1982.
J. M. OKALA, *Les télévisions africaines sous tutelle*, Paris, L'Harmattan, 1999.
PANOS, *Législations et pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 1997.
H. PARRET,*Les Passions. Essai sur la mise en discours de la subjectivité*, Bruxelles, Mardaga, 1986.
K. PRAH, *Speaking African on the Radio*, Cape Town, CASAS, 2004.
A. QUEFFELEC, « Les parlers mixtes en Afrique francophone subsaharienne »,*Le français en Afrique*, n°22, 2007, p.277-291.
F. RASTIER, « Communication, interprétation, transmission »,*Semen*, 23, 2008, http://semen.revues.org/document5341.html, consulté le 03 mai 2008.
« Représentation ou interprétation ? Une perspective herméneutique sur la médiation sémiotique », in V. Rialleet D. Fisette(sous les dir. de), *Penser l'esprit : des sciences de la cognition à une philosophie de l'esprit*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1996, p. 219-239.
R. RIEFFEL, « Les effets des médias*»,in* CL.-J. BERTRAND (sous la dir. de), *Médias. Introduction à la presse, la radio et la télévision*, Paris, Ellipses, 1995, p. 183-192.
E. ROGERS, *Diffusion of Innovations,* New York, Free Press of Glencoe, 1962.
M. SAMB, *Étude de la Radio au Sénégal et des Nouvelles Stratégies des Stations internationales*, thèse de doctorat nouveau

régime, Université de Bordeaux III, 1995.
M. SYLLA, *Le Paria du village planétaire, ou l'Afrique à l'heure de la télévision mondiale*, Dakar, NEA, 1994.
P. STOCKINBERG, « Langues, langages et cultures des médias contemporains »,*Actes de colloque, Politiques et usages de la langue en Europe hier et aujourd'hui*, 2004, http://www.archivesaudiauvisuelles.fr, consulté le 10 décembre 2009.
A. J. TUDESQ, « Médias et transfert de modèles. Les radios de proximité en Afrique subsaharienne, un modèle autochtone », *GRER*, 2009, http://www.grer.fr/, consulté le 5 janvier 2010.
L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne, Paris, Karthala, 2002.
L'Espoir et l'illusion : *actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne,* Talence, Maison des Sciences deI'Homme d'Aquitaine, 1998.
Les médias en Afrique. Paris, Ellipses, 1999.
« L'influence des radios et télévisions étrangères sur la vie politique en Afrique subsaharienne »,*Actes de congres mondial de l'AISP*, Séoul, 1997, p. 356-375.
L'Afrique noire et ses télévisions, Paris, Anthropos, 1992.
La radio en Afrique noire, Paris, Pedone, 1982.
H. TOURNEUX, *La communication technique*, Paris Karthala, 2007.
A. VITALIS, « Citoyenneté et usages des médias »,*Dossier pour un débat N°6*, Bordeaux 3, Université Montaigne, 1996.
J.-P. Warnier, *La mondialisation de la culture*, Paris, Repères, 2001.
L. WOLFANG, *Des langues et des médias*, Grenoble, PUG, 2003.
D. WOLTON, *Penser la communication*, Paris, Flammarion, 1997.
P. ZIBI-MOLUNGO, *Le statut de l'audiovisuel en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1996.

Notes

? 1 REPLACE, terme anglais, signifiant remplacer est une stratégie qui consiste à remplacer les anciens comportements par les nouveaux comportements.

? 2 Ce sont des espaces informels, non couverts pour la plupart, où les ivoiriens de tout bord (élus, ouvriers, étudiants, chômeurs, etc.) accèdent pour participer aux débats sur la vie de l'Etat (la situation de guerre, etc.). Ces espaces sont des lieux d'exercices des droits civiques et politiques qui s'effectuent dans les langues véhiculaires (le français populaire d'Abidjan, le français) à Abidjan et dans certaines langues vernaculaires dans les villes de l'intérieur.

? 3 Ce sont des individus (analphabètes ou non) amassés autour des kiosques à journaux qui lisent ou « visualisent » les « unes » des quotidiens.

? 4 La notion de médiation est apparue dans les domaines sociaux (médiation familiale), juridiques, politiques (médiateur de la République), etc. pour s'imposer de manière spécifique lorsque les normes, les habitudes, les règles qui sapaient les pratiques institutionnelles ou sociales, ne fonctionnent plus ou se révèlent impuissantes à gérer les incompréhensions.

? 5 Le modèle formel est aussi un modèle généraliste. Il peut s'appliquer, selon Chaudenson, à toute situation sociolinguistique. Le terrain francophone n'est qu'un terrain d'expérimentation du modèle. D'ailleurs, Calvet a utilisé ce modèle dans les situations linguistiques du Mali, du Niger, etc.

Pour citer cet article :

Camille Roger ABOLOU, *Médiatisation, médiativation et médiation en francophonies périphériques. L'exemple des pays africains francophones*, Francophonie et médias, Publifarum, n. 15, pubblicato il 2011, consultato il 05/05/2024, url: http://www.farum.it/publifarum/ezine_pdf.php?id=185